

REVUE

2016/2

DE DROIT COMPARÉ  
DU TRAVAIL  
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Revue soutenue par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS

# International Association of Labor Law Journals

## IALLJ

La *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* est membre du « *International Association of Labor Law Journals* », réseau d'échange de publications, d'idées, de développements juridiques et économiques.

### Les autres membres de l'association sont :

Análisis Laboral (Pérou)  
Arbeit und Recht (Allemagne)  
Australian Journal of Labor Law (Australie)  
Bulletin on Comparative Labour Relations (Belgique)  
Canadian Labour and Employment Law Journal (Canada)  
Comparative Labor Law & Policy Journal (États-Unis)  
Derecho de las Relaciones Laborales (Espagne)  
Diritti lavoro mercati (Italie)  
Employees & Employers – Labour Law and Social Security Review : Delavci in delodajalci (Slovénie)  
Europäische Zeitschrift für Arbeitsrecht : EuZA (Allemagne)  
European Labour Law Journal (Belgique)  
Giornale di Diritto del lavoro e relazioni industriali (Italie)  
Industrial Law Journal (Royaume-Uni)  
Industrial Law Journal (Afrique du Sud)  
International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations (Pays-Bas)  
International Labour Review (OIT)  
Japan Labor Review (Japon)  
Labour and Social Law (Biélorussie)  
Labour Society and Law (Israël)  
La Rivista Giuridica del Lavoro e della Previdenza Sociale – RGL (Italie)  
Lavoro e Diritto (Italie)  
Pécs Labor Law Review (Hongrie)  
Relaciones Laborales (Espagne)  
Revista de Derecho Social (Espagne)  
Revue de Droit du Travail (France)  
Rivista giuridica del lavoro e della sicurezza sociale (Italie)  
Russian Yearbook of Labour Law (Russie)  
Temas Laborales (Espagne)  
Zeitschrift für ausländisches und internationales Arbeits- und Sozialrecht (Allemagne)

## CONVICTIONS RELIGIEUSES SUR LE LIEU DE TRAVAIL : VARIATIONS NATIONALES SUR UN PRINCIPE DE PROTECTION

### p. 6 CHAPITRE INTRODUCTIF de Philippe Auvergnon

Une liberté oui mais... :

Esquisse d'une approche comparée de l'expression des convictions religieuses sur le lieu de travail

### p. 22 Lucy Vickers

L'expression des convictions religieuses au travail en Grande-Bretagne

### p. 34 Titia Loenen

Le pluralisme de principe remis en question :

L'approche néerlandaise vis-à-vis des expressions de la religion sur le lieu de travail

### p. 44 Philippe Auvergnon

L'expression des convictions religieuses au travail en France : une distinction des espaces du permis et de l'interdit

### p. 56 Dominique Allen

La discrimination fondée sur les convictions religieuses sur le lieu de travail : une perspective australienne

### p. 66 Jorge Luiz Souto Maior et Alessandro Da Silva

L'expression des convictions religieuses au travail : la situation au Brésil

### p. 72 Jean-Louis Correa

Droit et non-droit dans l'expression de la liberté religieuse sur le lieu de travail en droit sénégalais

### p. 78 Urwana Coiquaud et Isabelle Martin

L'expression des convictions religieuses au travail :

Liberté de religion et obligation d'accommodement au Canada

## JURISPRUDENCE SOCIALE COMPARÉE

### THÉMATIQUE : LA FANTOMATIQUE EXISTENCE DU PRINCIPE DE FAVEUR. SOUVENT ÉVOQUÉ, DIFFICILEMENT CONSACRÉ

### p. 91 Allison Fiorentino

Hugo Barretto Ghione (Uruguay)

António Monteiro Fernandez (Portugal)

Támás Gyulavári (Hongrie)

Martin Štefko (République Tchèque)

## ACTUALITÉS JURIDIQUES INTERNATIONALES

p. 122 Afrique du Sud

p. 124 Algérie

p. 126 Argentine

p. 128 Autriche

p. 130 Bulgarie

p. 132 Canada

p. 134 Chili

p. 136 Colombie

p. 138 Espagne

p. 140 États-Unis

p. 142 Fédération de Russie

p. 144 France - DT

p. 146 France - SS

p. 148 Grèce

p. 150 Italie

p. 152 Japon

p. 154 Lituanie

p. 156 ONU

p. 158 Pologne

p. 160 Rép. Démocratique du Congo

p. 162 République du Congo

p. 164 République Tchèque

p. 166 Roumanie

p. 168 Royaume-Uni

p. 170 Serbie

p. 172 Suisse

p. 174 Tunisie

p. 176 Turquie

p. 178 UE - DT

p. 180 UE - DPS





ACTUALITÉS JURIDIQUES  
INTERNATIONALES



COSTAS PAPADIMITRIOU Université d'Athènes

ANGELOS STERGIUO Université de Thessalonique

## I - La réforme de droit du travail

La réforme de droit du travail grec, déjà engagée il y a longtemps, semble continuer sous la pression des créanciers. Devant les divergences de deux parties, une voie intermédiaire a été choisie : la création d'une Commission d'experts, composée de juristes et d'économistes, chargée d'identifier de « bonnes pratiques » européennes en matière de Droit du Travail qui dès lors serviraient de base pour la négociation entre le gouvernement grec et les créanciers. Il convient toutefois de signaler que parmi les huit membres composant la commission, seul un d'entre eux étant de nationalité grecque. Qui plus est le recours à une telle procédure a soulevé une série des questions quant à la détermination de ce qu'est une « bonne pratique » au sein d'une branche de droit, déterminée par des traditions nationales de relations professionnelles propres à chaque pays ou encore à sa possible adaptation dépourvue de perturbations des équilibres sensibles des institutions nationales du droit du travail. Bien que ses conclusions ne soient pas toujours unanimes, le rapport d'expert rendu public courant octobre 2016, semble plutôt favorable aux thèses gouvernementales : il ne préconise pas la réforme du droit syndical et l'abolition du droit de lock-out, comme les créanciers l'exigeaient depuis longtemps ; au lieu de procéder à une réforme immédiate, il propose d'attendre le jugement de la CJUE en matière de licenciement collectifs (v. ci-après) ; il est favorable au rétablissement du pouvoir ministériel d'extension de l'application des conventions collectives (aux non adhérents des organisations signataires) ; il incite au rétablissement du maintien de la totalité des avantages acquis après l'expiration des conventions collectives ; et il propose de rétablir le principe de faveur en cas de conflit entre une convention de branche et un accord d'entreprise. La négociation entre le gouvernement grec et les créanciers est actuellement en cours.

## II - Le syndicalisme des militaires

La liberté syndicale est garantie par la Constitution hellénique et la loi 1264/1982 prévoit des règles particulières en matière de fonctionnement des associations syndicales. Cette loi ne comportait pourtant pas de règle concernant les organisations syndicales des militaires. La Cour de Cassation hellénique avait déjà reconnu que la Constitution n'interdisait pas la création d'organisations syndicales des militaires. La nouvelle loi (4407/2016) consacre cette thèse. D'une part, elle reconnaît le droit des militaires de se syndiquer et d'autre part, elle impose certaines règles. Ils doivent notamment constituer des organisations syndicales distinctes de celles existantes pour les autres fonctionnaires.

## III - Le marché de travail

L'état du marché de travail en Grèce reste problématique. En effet, la Grèce continue de plafonner, selon les données publiées par l'Office statistique de l'Union européenne, en première position des pays européens ayant le plus haut taux de chômage ; celui-ci s'élevait en mai 2016 à 23,5 %. La Grèce se trouve également toujours au premier rang concernant le taux chômage des jeunes de moins de 25 ans (50,3 %). Certes, selon les données du ministère du Travail, au cours de la période janvier-juillet 2016 il y a eu une légère augmentation de l'emploi. Néanmoins, il est significatif que 52 % de ces nouveaux emplois ne sont que des emplois à temps partiel et seulement 48 % des emplois à temps plein. Il en résulte que cette légère baisse du chômage se révèle plutôt fictive, puisqu'elle n'est due qu'à la hausse des emplois à temps partiel.

## IV - Les licenciements collectifs

Le droit du travail hellénique est un des rares en Europe qui imposent l'obtention d'une autorisation délivrée par les autorités publiques pour les licenciements collectifs. En effet, l'employeur qui envisage de procéder à des licenciements collectifs doit en premier lieu consulter les représentants des

travailleurs. En cas de désaccord entre les parties, l'employeur a l'obligation légale de demander l'autorisation de l'autorité administrative compétente. À défaut, les licenciements sont nuls.

Le Conseil d'État grec a décidé de renvoyer la question de la compatibilité du cadre juridique national en matière de licenciements collectifs (loi 1387/1983) avec le droit communautaire à la Cour Européenne de Justice. Le jugement est attendu au cours des prochains mois, tandis que le Procureur Général s'est déjà exprimé en faveur de l'incompatibilité du système actuel avec le droit européen. Il est à signaler que cette question provoque depuis longtemps des tensions entre le gouvernement grec et le FMI, le gouvernement refusant de procéder à la modification législative exigée en la matière par le FMI.

## V - Sécurité Sociale

En Grèce, les faits générateurs de la crise étaient les déficits publics excessifs, la dette publique, ainsi que le manque de compétitivité. Pour faire face à cette situation, le FMI et l'Union Européenne sont intervenus. Ces institutions ont signé trois grands accords cadres (les mémorandums) avec la Grèce. L'aide accordée a été conditionnée par l'assainissement des finances de l'État et des réformes structurelles.

Ainsi, l'effort nécessaire d'ajustement des finances publiques a été un accélérateur des réformes en matière de pensions. Toute réforme survenue depuis 2010 avait un dominateur commun : réduire le rôle de l'État. Dans cette perspective, la réforme du système public par répartition (du 1<sup>er</sup> pilier) concernait plutôt les paramètres suivants : le relèvement de l'âge d'accès à la pension de retraite l'âge de départ à la retraite sera d'au moins 67 ans (2013) -, le renforcement du lien entre cotisations et prestations (le calcul des retraites repose sur l'ensemble des cotisations versées et non sur les 10 meilleures années de la vie professionnelle).

La nouvelle loi 4387/16 a tenté de garantir la viabilité du système des retraites, ainsi que la viabilité des finances publiques, en suivant une voie différente que celle des réductions horizontales du montant des retraites. Plus précisément, la nouvelle loi a procédé à la distinction entre la partie non-contributive (retraite nationale, 384 euros) financée par l'État, et la partie contributive (retraite contributive) financée par les cotisations. Ce nouveau mode de calcul a conduit à la réduction du montant des retraites d'environ 30 % (pour les nouveaux retraités).

Un autre changement principal a été celui de l'unification des caisses de sécurité sociale. Le pluralisme institutionnel (des caisses professionnelles) a été remplacé par une institution unifiée, l'Organisme National des Assurances Sociales (EFKA). L'unification a conduit à un régime couvrant l'ensemble de la population économiquement active. Le recours à cette solution unitaire a supprimé des avantages acquis de certaines catégories professionnelles. D'autre part, l'unification a entraîné pour les travailleurs indépendants une augmentation considérable des cotisations (20 % du revenu professionnel annuel) puisqu'ils supportent des cotisations correspondant au total des cotisations patronales et salariales.

De façon générale, le poids de l'assainissement budgétaire a été porté par les mesures immédiatement rentables, comme la baisse considérables des moyennes et hautes retraites. Pendant la crise, les secousses législatives ont sapé la nature même de l'État social. Plus précisément, le « nouvel » État social tend à assurer une protection minimale. La garantie de « living standards » a été abandonnée aux acteurs du marché (employeurs, individus, secteur marchand). Mais peu de gens ont les moyens de recourir au secteur privé. En somme, la classe moyenne est en train de « sortir » de l'État providence.

## IALLJ CALL FOR PAPERS ~ 2017 MARCO BIAGI AWARD

To stimulate scholarly activity and broaden academic interest in comparative labour and employment law, the **International Association of Labour Law Journals** announces a **Call for Papers** for the **2017 Marco Biagi Award**. The award is named in honor of the late Marco Biagi, a distinguished labour lawyer, victim of terrorism because of his commitment to civil rights, and one of the founders of the Association. The Call is addressed to doctoral students, advanced professional students, and academic researchers in the early stage of their careers (that is, with no more than three years of post-doctoral or teaching experience).



1. The Call requests papers concerning *comparative and/or international* labour or employment law and employment relations, broadly conceived. Research of an empirical nature within the Call's purview is most welcome.

2. Submissions will be evaluated by an academic jury to be appointed by the Association.

3. The paper chosen as the winner of the award will be assured publication in a member journal, subject to any revisions requested by that journal.

4. Papers may be submitted preferably in English, but papers in French, or Spanish will also be accepted. The maximum length is 12,500 words, including footnotes and appendices. Longer papers will not be considered.

5. The author or authors of the paper chosen as the winner of the award will be invited to present the work at the **Association's 2017 meeting**, to be announced on the website of the Association. Efforts are being undertaken to provide an honorarium and travel expenses for the presentation of the paper. Until that effort bears fruit, however, the Association hopes that home institutional funds would be available to support the researcher's presentation.

6. The deadline for submission is **March 31<sup>st</sup>, 2017**. Submissions should be sent electronically in Microsoft Word to Frank Hendrickx, the President of the Association, at [Frank.Hendrickx@kuleuven.be](mailto:Frank.Hendrickx@kuleuven.be).

### Prior Recipients of the Marco Biagi Award

**2016 Mimi Zou**, « Towards Exit and Voice: Redesigning Temporary Migrant Workers's Programmes ».

**2015 Uladzislau Belavusau** (Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas), « A Penalty Card for Homophobia from EU Labor Law: Comment on Asociația ACCEPT (C-81/12) ».

**2014 Lilach Lurie** (Bar-Ilan University, Israel), « Do Unions Promote Gender Equality ? ».

**2013 Aline Van Bever** (University of Leuven, Belgium), « The Fiduciary Nature of the Employment Relationship ».

**2012 Diego Marcelo Ledesma Turbide** (Buenos Aires University, Argentina), « Una propuesta para la reformulación de la conceptualización tradicional de la relación de trabajo a partir del relevamiento de su especificidad jurídica ».

Special Commendation : **Apoorva Sharma** (National Law University, Delhi), « Towards an Effective Definition of Forced Labor ».

**2011 Beryl Ter Haar** (Universiteit Leiden, The Netherlands), **Attila Kun** (Károli Gáspár University, Hungary) et **Manuel Antonio García-Muñoz Alhambra** (University of Castilla-La Mancha, Spain), « Soft On The Inside; Hard For The Outside. An Analysis Of The Legal Nature Of New Forms Of International Labour Law ».



REVUE

DE DROIT COMPARÉ  
DU TRAVAIL  
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les manuscrits soumis pour publication dans la **Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale** doivent être adressés par courrier électronique ou par voie postale avant le **1<sup>er</sup> février** de chaque année (pour les **Études** et la **Jurisprudence Sociale Comparée**) et avant le **1<sup>er</sup> juin** de chaque année pour le **Dossier Thématique**. Concernant les contributions à la rubrique **Actualités Juridiques Internationales**, elles doivent être adressées avant la fin des mois d'**avril** (pour le premier semestre) et de **septembre** (pour le second).

Les opinions émises dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Lorsqu'une traduction est effectuée en langue française, elle l'est sous la responsabilité du Rédacteur en chef et des membres du Comité éditorial.

Tout manuscrit est soumis, sans indication du nom de l'auteur, à deux lecteurs pour évaluation et avis de publication.

Une publication ultérieure dans une autre revue supposerait l'autorisation expresse de la Direction de la revue.



#### CONTACT

**COMPTRASEC—UMR 5114**

Mme Sandrine LAVIOLETTE

Université de Bordeaux

16, avenue Léon Duguit - CS 50057 - F 33608 PESSAC cedex

Tél : 33(0)5 56 84 54 74—Fax : 33(0)5 56 84 85 12

[sandrine.laviolette@u-bordeaux.fr](mailto:sandrine.laviolette@u-bordeaux.fr)

<http://comptrasec.u-bordeaux.fr/revue-de-droit-compare-du-travail-et-de-la-securite-sociale>

# RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

## Manuscrits

L'article doit être soumis de préférence en Français. L'Anglais et l'Espagnol sont également admis.

Les textes devront comporter :

- 40 000 caractères - notes de bas de pages et espaces compris - pour les rubriques « **Études** » et « **Dossier Thématique** » lorsqu'ils sont soumis en Français. La limitation est fixée à 30 000 caractères lorsqu'ils sont soumis en Anglais ou en Espagnol ;
- 25 000 caractères - notes de bas de pages et espaces compris - pour la rubrique « **Jurisprudence Sociale Comparée** » quelle que soit la langue de soumission de l'article ;
- 7 000 caractères - notes de bas de pages et espaces compris - pour la rubrique « **Actualités Juridiques Internationales** » lorsqu'ils sont soumis en Français. La limitation es fixée à 6 000 caractères lorsqu'ils sont soumis en Anglais ou en Espagnol.

Par ailleurs, tous les manuscrits devront être accompagnés des éléments suivants :

- 5 mots clés (en français et en anglais) permettant d'identifier le contenu de l'article ;
- l'institution de rattachement de l'auteur, son titre, ainsi que son adresse postale et électronique.

Les manuscrits destinés aux rubriques « **Études** » ou « **Dossier Thématique** » devront également comporter :

- le titre de l'article ;
- un résumé, en français et en anglais (de 400 caractères chacun) ;
- une brève notice bio-bibliographique concernant le ou les auteurs.



## Notes et références bibliographiques

Les annotations et références bibliographiques des ouvrages et articles cités doivent être intégrées au sein de l'article et placés en notes de bas de page.

Leur présentation sera la suivante :

- Pour un ouvrage : initiale du Prénom Nom, *Titre de l'ouvrage*, lieu, éditeur, « collection », date, p.
- Pour un article de revue : initiale du Prénom Nom, « Titre de l'article », *Titre de la revue*, n°, date, p.
- Pour une contribution dans un ouvrage collectif : initiale du Prénom Nom, « Titre de l'article », *in* initiale du Prénom Nom (dir.), *Titre de l'ouvrage*, lieu, éditeur, date, p.

2016 71-4 AUTOMNE FALL

REVUE TRIMESTRIELLE  
RELATIONS INDUSTRIELLES

RIIR

Revue trimestrielle bilingue publiée  
depuis 1945 par le Département des  
relations industrielles de l'Université Laval

**ARTICLES**

Multi-Scalar Trade Unionism:  
Lessons from Maritime Unions

PETER FAIRBROTHER AND VICTOR OYARO GEKARA

Le système d'emploi des travailleurs  
agricoles saisonniers: topographie  
d'un rapport salarial multipartite

DALIA GESUALDI-FECTEAU

What's Next after Psychological  
Contract Violation?

SYLVIE GUERRERO AND MICKAEL NAULLEAU

Le rôle médiateur de l'engagement  
au travail dans la relation entre  
la justice organisationnelle et les  
comportements de citoyenneté:  
le cas de la police française

MATHIEU MOLINES ET AMAR FALL

Analyzing Exclusion in Global  
Worker Health Policy

JEFFREY HILGERT

Analyse des processus menant  
à des changements dans une  
entreprise du secteur aéronautique:  
vers un modèle d'évaluation  
des interventions ergonomiques

VALÉRIE ALBERT, NICOLE VÉZINA, HENRIETTE BILODEAU  
ET FABIEN COUTAREL

Labour Standards in Global Value Chains:  
Disentangling Workers' Voice, Vicarious  
Voice, Power Relations, and Regulation

EMMANUEL JOSSERAND AND SARAH KAINÉ

INDUSTRIAL RELATIONS  
QUARTERLY REVIEW

A bilingual quarterly published since  
1945 by the Industrial Relations  
Department, Université Laval

**RI/IR EN LIGNE**

RI/IR est disponible en ligne  
sur le site Érudit :

[www.erudit.org/revue/ri](http://www.erudit.org/revue/ri)

Pour abonnement institutionnel,  
contacter Érudit.

Pour consulter les règles de publication  
ou vous abonner, visitez notre site  
Internet :

[www.riir.ulaval.ca](http://www.riir.ulaval.ca)

**RI/IR ONLINE**

RI/IR is available on line on  
Érudit website at:

[www.erudit.org/revue/ri](http://www.erudit.org/revue/ri)

For an institutional subscription to  
digitalized issues, please contact Érudit.

Visit our website for Notes to  
contributors or to subscribe:

[www.riir.ulaval.ca](http://www.riir.ulaval.ca)

**RELATIONS INDUSTRIELLES  
INDUSTRIAL RELATIONS**

Pavillon J.-A.-DeSève  
1025, avenue des Sciences-Humaines  
Bureau 3129, Université Laval  
Québec (Québec) Canada G1V 0A6

TÉLÉPHONE : (418) 656-2468

COURRIEL / E-MAIL :  
[relat.ind@rlt.ulaval.ca](mailto:relat.ind@rlt.ulaval.ca)

[www.riir.ulaval.ca](http://www.riir.ulaval.ca)

# TARIFS 2017

## BON DE COMMANDE / ORDER FORM / HOJA DE PEDIDO

REVUE DE DROIT COMPARÉ  
DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
(PAPIER) ISSN 2117-4350  
(E-JOURNAL) ISSN 2262-9815

**COMPTRASEC** - UMR 5114  
Mme Sandrine Laviolette  
UNIVERSITÉ DE BORDEAUX  
Avenue Léon Duguit - 33608 PESSAC cedex  
Tel. 33(0)5 56 84 54 74 - Fax 33(0)5 56 84 85 12  
Email : [revue.comptrasec@u-bordeaux.fr](mailto:revue.comptrasec@u-bordeaux.fr)

3 NUMÉROS PAPIERS (FRANCAIS) }  
1 NUMÉRO ELECTRONIQUE (ANGLAIS) } PAR AN

**Nom/Name/Nombre:**

**Adresse/Address/Dirección:**

**Code postal/Zip Code/Código postal:**

**Ville/City/Ciudad:**

**Pays/Country/País:**



		PRIX PRICE PRECIO
<b>Abonnement Annuel</b>	<b>Revue Papier / Print Journal / Revista Impresa</b> (3 n° en français / 3 issues in French / 3 números en francés)	<b>105 €</b>
Annual Subscription	<b>Revue électronique / E-Journal / Revista Electrónica</b> (1 n° en anglais / 1 issue in English / 1 número en inglés)	<b>70 €</b>
Suscripción anual	<b>Pack Revues papier et électronique / Printed copies &amp; E-journal / revistas impresa y electrónica</b> (3 n° en français & 1 n° en anglais / 3 issues in French & 1 in English / 3 números en francés & 1 en inglés)	<b>145 €</b>
<b>Prix à l'unité</b>	<b>Revue Papier / Print Journal / Revista Impresa</b>	<b>40 €</b>
Unit Price	<b>Revue électronique / E-Journal / Revista Electrónica</b>	<b>70 €</b>
Precio unitario	<b>Article / Journal article / Artículo</b>	<b>6 €</b>
<b>Frais de port compris / Postal charges included / Gastos de envío incluidos</b>		
<b>TVA VAT IVA</b>	<b>Livraison / Delivery / Entrega :</b> 2,10% France 1,05% DOM & Corse 0% CEE & hors CEE	<b>TOTAL</b>
		...

Préciser ici les numéros de la Revue qui vous intéressent ou l'année  
à partir de laquelle vous souhaitez souscrire un abonnement :  
Please mention here the issues you are interested in :  
Por favor, especifique aquí los números de la revista que desea :

### MODE DE RÈGLEMENT / MODE OF PAYMENT / FORMA DE PAGO

- PAIEMENT EN LIGNE / ONLINE PAYMENT / PAGO EN LINEA  
Carte de crédit - Credit card - Tarjeta de crédito
- CHÈQUE / CHECK / CHEQUE  
À libeller à l'ordre de / Make out to / A la orden de :  
Monsieur l'Agent comptable de l'Université de Bordeaux

**NB : Le paiement en ligne est à privilégier**

Online payment is preferred  
El pago en linea se prefiere

Pour souscrire un abonnement permanent (renouvellement annuel automatique), cocher la case ci-dessous



**ABONNEMENT PERMANENT  
PERMANENT SUBSCRIPTION  
SUSCRIPCIÓN PERMANENTE**

DATE : ..... SIGNATURE :



Achevé d'imprimer par  
Imprimerie de l'Université de Bordeaux  
16, avenue Léon Duguit - CS 50057 - F 33608 PESSAC cedex  
Dépôt légal : Février 2017

